

Les nouveaux défis épistémologiques de la sociologie

Jean Michel Berthelot

Volume 30, numéro 1, printemps 1998

Le second souffle de la sociologie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001063ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001063ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Berthelot, J. M. (1998). Les nouveaux défis épistémologiques de la sociologie. *Sociologie et sociétés*, 30(1), 23–38. <https://doi.org/10.7202/001063ar>

Résumé de l'article

Un siècle après sa fondation, comment la sociologie pense-t-elle son programme épistémique fondamental ? Cette question peut sembler démesurée. Elle est à la fois légitime et urgente. Légitime, parce que la réflexion sur le statut épistémologique de la sociologie accompagne la discipline depuis son origine ; urgente, parce que le relativisme et le scepticisme contemporains exacerbent les enjeux. Cet article s'efforce de saisir comment, dans les dix dernières années, ce défi a pu être relevé par la sociologie. Il suit les voies du débat sur l'internationalisation et l'indigénisation, le relativisme et le rationalisme, et met en évidence, dans les travaux épistémologiques contemporains, une ligne nouvelle conjuguant pluralisme et rationalisme. Loin de toute visée normative, celle-ci s'attache à saisir la discipline non telle qu'elle se rêve, mais telle qu'elle se dégage de son processus de construction historique.

Les nouveaux défis épistémologiques de la sociologie



JEAN MICHEL BERTHELOT

Où en est la sociologie ? Cette question est récurrente, notamment dans la tradition anglo-saxonne, habituée à de périodiques *States of The Art*. Elle peut être abordée de diverses manières. On peut s'intéresser à la situation empirique actuelle de la sociologie, ou à son statut théorique. On peut vouloir renouer avec l'entreprise de fondation des grands théoriciens (Habermas, 1981 ; Freitag, 1986). Notre propos sera partiellement différent. Nous nous demanderons comment aujourd'hui la sociologie pense son programme épistémologique fondamental.

Cette interrogation mérite quelques éclaircissements. Si l'on regarde l'histoire de la sociologie au cours des cent dernières années, il apparaît clairement que cette discipline ne tire son unité ni d'un consensus sur l'objet ni d'un consensus sur la méthode, mais de ce que l'on pourrait appeler, un peu paradoxalement, un *consensus polémique* sur la *visée* : élaborer un corpus de références scientifiques. Cette prétention commune constitue le terrain d'un débat sur la scientificité dont la récurrence, depuis la célèbre querelle des méthodes du siècle dernier, est peut-être le trait le plus spécifique de la sociologie.

Ce débat a été longtemps assez clairement délimité par trois positions que l'on pourrait grossièrement résumer ainsi :

- 1) La sociologie ne peut être fondée que sur une détermination critique de son objet, irréductible à une simple phénoménologie de l'existant. Cette position est exemplairement illustrée par Adorno, dans la controverse qui l'opposa en 1961 à Popper (Adorno et Popper, 1969). Elle rattache le projet épistémologique de la sociologie au programme d'une philosophie critique.
- 2) La sociologie ne peut être qu'une science comme les autres et doit admettre que si la nature est soumise à l'autorité du principe de causalité, il n'y a aucune raison pour que la société échappe à cette législation. Cette position, inaugurée par Durkheim (1981) avec la force que l'on sait, s'est par la suite incarnée dans les diverses variantes du rationalisme expérimental et du positivisme, par exemple dans le système de Bourdieu et coll. (1970) qui, en sa version structuro-fonctionnaliste illustre une visée de refondation unitaire de la sociologie scientifique, avec sans doute son risque récurrent de naturalisme.
- 3) La sociologie, enfin, doit à la fois accepter le principe du rationalisme expérimental et celui de la présupposition transcendantale de la subjectivité. Cette association difficile mais fondamen-

tale est pour la première fois énoncée par Weber (1904-1917, 1922), et reprise par Schutz (1953, 1963) dans son dialogue avec Hempel et Nagel (1963).

Ces trois positions classiques trouveraient aisément des échos dans les divers courants de pensée qui traversent la sociologie contemporaine. Cependant, celle-ci est simultanément parcourue par des tendances délétères fortes qui ne s'inscrivent plus dans l'espace conflictuel de légitimation ainsi défini : c'est le projet épistémique même de la sociologie, sa prétention à construire une connaissance scientifique — quel que soit le critère retenu pour définir celle-ci — qui semble contesté. Tout se passe comme si, cent ans après sa naissance comme discipline scientifique autonome, la sociologie était l'objet d'une remise en cause radicale de sa visée.

En limitant volontairement l'investigation aux dix dernières années, nous allons essayer de voir comment se noue ce nouveau débat de la sociologie avec elle-même, à quelles critiques son projet fondamental doit répondre et selon quelles nouvelles modalités il est pensé. Un premier thème émergera des divers contextes de discussion, celui de l'universalisme, soumis à une problématisation renouvelée.

INTERNATIONALISATION ET INDIGÉNISATION : DU DÉBAT POLITIQUE À LA QUESTION ÉPISTÉMOLOGIQUE

En 1945, réfugié aux États-Unis comme bien d'autres universitaires européens, Georges Gurvitch publia, en collaboration avec Wilbert E. Moore, un traité de sociologie qui permet de mesurer le chemin parcouru depuis lors. International, cet ouvrage l'était ; malgré la présence dominante des plus grands noms de la sociologie américaine, il consacrait son second tome aux sociologies nationales, présentées le plus souvent par l'un de leurs ressortissants. Mais cette ouverture, consciente et maîtrisée, sur les traditions nationales allait de pair avec un découpage thématique auquel était consacré le premier volume. Depuis cette époque, deux modifications fortes affectent le tableau présenté alors : les segmentations pertinentes du domaine de la sociologie retenues par l'ouvrage, à mi-chemin entre les généralités théoriques ou méthodologiques et les découpages sectoriels, — se sont progressivement coulées dans des spécialisations de plus en plus poussées et souvent étanches (Collins, 1986) ; surtout, depuis la dernière décennie, l'articulation entre sociologies nationales et corpus commun de la discipline a cessé d'aller de soi pour devenir un lien problématique. C'est l'*internationalisation* de la sociologie, dont le mouvement, bien qu'esquissé dès le début du siècle, s'est très fortement accéléré et approfondi depuis la Seconde Guerre mondiale, qui est soumise à la question. Cette interrogation nouvelle est elle-même le produit de deux phénomènes distincts, bien que liés. Le premier est celui de la *globalisation*, terme désignant, notamment dans la pensée anglo-américaine (Wallerstein, Tilly), la constitution progressive d'un espace-monde unique régi par des mécanismes solidaires, fonctionnant à travers des réseaux multiplement interreliés tendant à superposer aux différences culturelles traditionnelles un nouveau système commun de références et de communication (Sztompka, 1988). Le second est celui de la constitution, avec les associations internationales de sociologie, notamment l'AIS, d'un espace international de discussion et de débat, largement relayé par des revues comme *Current Sociology* ou *International Sociology*.

L'internationalisation de la sociologie est l'objet d'un discours nouveau, fortement contrasté. Elle apparaît à ses zéloteurs comme une chance pour la sociologie. Fondée sur le processus de globalisation affectant le monde moderne, elle constitue un véritable *défi*, tant institutionnel que scientifique. Elle laisse espérer que le projet universaliste des fondateurs de la sociologie trouvera enfin, dans le dépassement des particularismes nationaux, son véritable fondement (Sztompka, 1988 ; Genov, 1991). Elle invite les sociologues du monde entier à prendre le monde pour horizon, à le constituer comme l'espace de référence aussi bien de leurs travaux que de leurs enseignements (Tiryakian, 1986). L'intitulé du Congrès mondial de Madrid de l'AIS s'inscrit dans la même perspective : *Sociology for one World*.

Cependant, cette ligne de pensée optimiste ou volontariste doit affronter une opposition dont l'existence importe moins que les arguments avancés. Car ceux-ci, en s'attaquant à une *internatio-*

nalisation conçue comme un processus de domination, soulèvent la question du statut non seulement politique, mais épistémologique des différences nationales dans la production et la diffusion du discours sociologique.

L'éventail des positions est évidemment large. L'articulation de la dimension politique et de la dimension épistémologique est cependant décisive. C'est d'abord à un premier niveau que fonctionne une opposition récurrente entre *internationalisation* et *indigénisation* : la sociologie internationale est définie comme une sociologie occidentale exportant aux pays du tiers monde des modèles théoriques inadaptés, comme ceux de la modernisation ou du changement social, qui ne résistent pas à l'épreuve de leur application à des contextes sociaux et culturels différents (Sanda, 1988). L'indigénisation comme mouvement inverse désigne alors tant un processus cognitif d'élaboration de modèles adaptés aux conditions concrètes d'un pays donné qu'un processus institutionnel de constitution de « communautés nationales en sciences sociales », autonomes et échangeant avec toute autre sur un strict pied d'égalité (Loubser, 1988). Internationalisation se conjugue donc avec domination, ethnocentrisme et impérialisme. Cette thèse peut s'appuyer sur l'étude détaillée du système de production et d'échanges des connaissances en sciences sociales et de la place déterminante qu'y occupent les auteurs occidentaux et plus spécifiquement américains (Gareau, 1985, 1988).

Derrière ce débat politique se joue cependant un débat épistémologique d'une tout autre ampleur. Le postulat d'universalité des modèles théoriques sociologiques peut être différemment affecté selon la position adoptée et le statut attribué à l'enracinement national de la sociologie. La polémique opposant Jeffrey C. Alexander à Richard Münch sur l'évaluation de la tradition germanique comparée à la tradition américaine révèle clairement que la question ne se réduit pas au couple internationalisation/indigénisation et à ses connotations Nord/Sud, mais engage la question de la pertinence épistémologique de la prise en compte du contexte sociétal d'élaboration des approches théoriques. Affirmer que la définition des paradigmes microsociologiques implique « la conception ethnocentrique d'une société constituée des multiples activités d'agents libres et indépendants » (Münch, 1995, p. 553) transforme le transfert et la généralisation de tels paradigmes en une entreprise illégitime d'imposition justifiant la critique de « réductionnisme » (Alexander, 1995, p. 544). Derrière la dénonciation politique de l'hégémonisme peut se profiler, directement ou indirectement, la remise en cause de la prétention même de la sociologie à élaborer un discours universalisable.

Dans le débat sur l'internationalisation, c'est de fait, et quelle que soit la position adoptée, la question de l'universalisme qui est posée : la globalisation est, pour les uns, le garant d'une internationalisation rapprochant les contextes de vie et d'expérience et permettant la réalisation pratique de l'idéal des fondateurs de la sociologie (Sztompka, 1988) ; la faillite de l'universalisme est, pour les autres, un état de fait que vérifient la précarité des théories sociologiques (Sanda, 1988) et l'incapacité des chercheurs en sciences sociales à constituer des communautés scientifiques unies autour de consensus comme dans les sciences de la nature (Gareau, 1988). La détermination sociale et culturelle des connaissances doit s'appliquer à la sociologie comme aux autres systèmes de connaissance, et le mythe universaliste n'est finalement rien d'autre que le produit de l'illusion positiviste d'une science universelle (Park, 1988).

Quelle que soit la pertinence de ces arguments, et même s'il est possible de développer une position moyenne distinguant universalisme logique et universalisation et enregistrant aussi bien les facteurs favorables qu'hostiles à l'universalisation du savoir des sciences sociales (Smelser, 1991), il est clair que le contexte de discussion touchant à l'internationalisation de la sociologie affecte la pertinence de sa *visée* originelle. Même si, comme le déclare justement Bryan S. Turner (1996), dans son commentaire du débat Alexander — Münch, les conflits entre les aspects nationaux et universels de la sociologie sont le résultat nécessaire d'une dialectique du local et du global et qu'il y a une *reductio ad absurdum* à vouloir désigner une sociologie par son origine nationale (« pourquoi pas une sociologie de Westphalie ou de Bavière ? »), la question est posée du maintien de la prétention de la sociologie à la scientificité, c'est-à-dire à un savoir dont la validité est irréductible à ses conditions de production.

Cette question est, pour la tradition sociologique, neuve. Le débat antérieur ne portait pas sur la légitimité de la visée, mais sur la définition de la scientificité : fallait-il la rattacher au modèle physicaliste des sciences de la nature, l'inscrire dans le développement d'une réflexion critique, ou l'installer dans la spécificité d'une connaissance de l'homme ? Nul ne songeait, quelle que soit la voie qu'il privilégiait, à dénier la valeur de vérité de la voie dans laquelle il s'engageait. À l'inverse, soumettre la connaissance sociologique à la détermination exclusive de son contexte de production, c'est en déclarer la valeur *relative*. C'est donc entrer dans un débat nouveau et bien plus large associé au développement de l'épistémologie post-positiviste et du mouvement de réflexion postmoderne, opposant non plus universalisme et particularisme, mais, bien plus radicalement, rationalisme et relativisme.

LA SOCIOLOGIE À L'ÉPREUVE DU RELATIVISME

En inaugurant le débat retranscrivant la table ronde consacrée au problème de l'universalisme et de l'indigénisme lors du Congrès de l'AIS de Mexico (1982), Akinsola Akiwowo écrivait : « Jusqu'où les schèmes conceptuels et les propositions constitutives des principales théories sociologiques peuvent-elles être tenues pour receler des principes universels d'explication de toute société quelle qu'elle soit ? » (Akiwowo 1988, p. 155.) En faisant de cette question l'enjeu du débat entre internationalisation et indigénisation, il renouait implicitement avec une problématique classique de la sociologie de la connaissance qu'il n'est pas inutile d'évoquer, moins pour saisir un changement de thématique qu'un changement de contexte.

Qu'il s'agisse de la théorie marxienne de la production sociale des idées, de la théorie durkheimienne de la socio-génèse des catégories logiques (Durkheim et Mauss, 1903 ; Durkheim, 1985) ou de la l'interrogation webérienne sur les conditions d'émergence du rationalisme occidental (Weber, 1905), la sociologie a reconnu dès ses origines le rôle des déterminants sociaux dans l'élaboration de la connaissance. Mais cela ne lui est pas apparu comme un obstacle à la reconnaissance simultanée de la validité de cette connaissance. Le matérialisme historique est, chez Marx, la conception du monde à la fois la plus propre à exprimer les intérêts du prolétariat et à analyser de façon scientifique les configurations historiques et sociales. La pensée scientifique, pour Durkheim, tire sa logique et sa force originelles de la religion tout en s'en distinguant progressivement par son exigence de contrôle : « Le concept qui, primitivement, est tenu pour vrai parce qu'il est collectif tend à ne devenir collectif qu'à condition d'être tenu pour vrai : nous lui demandons ses titres avant de lui accorder notre créance. » (Durkheim, 1985, p. 624.) Enracinée selon Schutz dans la connaissance ordinaire et ses typifications, la connaissance scientifique se dégage néanmoins des limites du *hic et nunc* par le système de pertinence qu'elle promeut (Schutz, 1953). Sans être réduit à un stéréotype positiviste, susceptible à l'inverse d'être modulé selon la diversité des affiliations philosophiques, l'universalisme rationaliste reste l'aune commune de la profession de foi sociologique.

C'est cet arrière-fond qui, au cours du siècle, bascule et promeut peu à peu des convictions nouvelles, relativistes et sceptiques. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, Robert K. Merton (1945) les identifie très clairement. Il voit dans la complexification des sociétés contemporaines, dans l'éclatement des valeurs et la multiplication conflictuelle des références qui en résultent le fondement d'une perte de communauté de sens, d'un « traumatisme du désillusionnement », d'une « méfiance active et réciproque » ouverte à toute entreprise de réduction de la validité d'un énoncé aux intérêts sociaux qu'il est censé servir : « Non seulement il se forme des univers différents de pensée, mais l'existence de l'un quelconque d'entre eux devient un défi à la validité et à la légitimité des autres » (Merton, 1945, p. 379.) Sans être explicitement formulé, le concept d'incommensurabilité est déjà présent, et avec lui la remise en cause de toute la conception rationaliste de la vérité : « La "révolution copernicienne" dans ce domaine d'investigation, c'est l'hypothèse que non seulement l'erreur ou l'illusion ou la croyance sans fondement, mais même la découverte de la vérité sont conditionnées par la société et par l'histoire. » (*Ibid.*, p. 381.)

Si cette mise en perspective historique s'imposait, c'est que la question de l'internationalisation ne se contente pas de retrouver un débat épistémologique sous-jacent. Elle en manifeste simultanément les transformations en profondeur. Le problème de l'enracinement social de la connaissance a changé de perspective et d'ampleur : il n'est plus seulement l'objet circonscrit d'un segment, même fondamental, de la sociologie ; il devient la pierre d'achoppement de la discipline elle-même dans sa visée, et plus largement, de toute prétention à la scientificité. Il ne constitue plus un débat de la sociologie, mais bien plus largement un affrontement entre philosophies, conceptions du monde, systèmes de pensée et de valeurs. Comme le déclare Raymond Boudon, près de cinquante ans après Merton : « Le scepticisme, le relativisme, sont ainsi promus au rang de philosophie ordinaire des sociétés modernes » (Boudon 1995b, p. 240.) Comment la sociologie réagit-elle à ce défi nouveau, radicalement différent de ceux qui présidèrent à son émergence au siècle dernier, lorsqu'il s'agissait pour elle de faire la preuve de son aptitude à la scientificité ?

Le relativisme contemporain a des sources et des formes diverses (Hollis et Lukes, 1984). Il puise ses racines philosophiques dans les divers courants qui, de Nietzsche à Wittgenstein, Foucault, Derrida ou Rorty, ont entrepris de déconstruire l'illusion assertorique, c'est-à-dire l'idée qu'un énoncé sur la réalité puisse énoncer simplement sur celle-ci ce qu'il prétend énoncer. Il s'amplifie de la résonance et de la dramaturgie historiques portées par un nouveau grand partage entre modernité et postmodernité, suggérant qu'à « l'épuisement » du projet de la modernité correspondrait l'éclatement des formes traditionnelles du discours, et qu'aux valeurs logiques se substitueraient les valeurs esthétiques, éthiques et politiques (Seidman et Wagner, 1992 ; Rosenau, 1992). Il s'alimente de débats et de prises de position qui, puisant aussi bien dans la critique de l'ethnocentrisme que dans les revendications des groupes minoritaires, récusent le postulat wébérien de la neutralité axiologique. Protéiforme, le relativisme contemporain doit cependant être plus précisément identifié sous peine de mêler ce qui relève de l'investigation et de la critique légitimes des systèmes de pensée et ce qui constitue un parti pris récusable. Nous proposerons ici, et dans l'ordre épistémologique qui est notre préoccupation, le critère suivant : *est relativiste toute conception qui réduit la signification d'un énoncé à l'expression de son contexte singulier d'énonciation*. C'est à ce relativisme épistémologique qu'est fondamentalement affrontée la sociologie contemporaine. Quelle position adopte-t-elle ?

Il eût été bien étonnant que la sociologie, compte tenu de sa diversité interne, restât en dehors du débat. Cependant, si tant est qu'en donner une vision panoramique soit possible, il nous semble que son engagement a pris fondamentalement quatre formes :

- celle d'une promotion du relativisme épistémologique, à partir du programme fort de sociologie de la science développant en quelque sorte *jusqu'au bout* les tendances déjà diagnostiquées par Merton après guerre ;
- celle d'une émancipation des critères « positivistes » de la scientificité, trouvant une légitimation historique dans la tradition herméneutique, voyant dans la pensée postmoderne l'occasion de frayer de nouvelles voies de connaissance et d'écriture, plus esthétiques et figuratives ;
- celle d'une critique frontale du relativisme et de ses présupposés ;
- celle enfin d'une tentative de prise en compte de cette nouvelle situation civilisationnelle sociale et épistémique dans un approfondissement du projet de scientificité de la sociologie.

Ces quatre formes constituent des idéaux-types wébériens. Dans la pratique, les différences peuvent être plus floues. Mais il est assez aisé de situer dans cette catégorisation telle ou telle position contemporaine. Ainsi, Jean Baudrillard est la figure emblématique d'une sociologie se dégageant de l'armature habituelle de la démonstration et de la preuve pour user des ressources littéraires de l'expression et de la construction du sens. Ce véritable style, très largement pratiqué à la marge des disciplines, peut chercher sa justification épistémologique dans une critique de la raison abstraite, un retour à une phénoménologie du monde vécu, une sensibilité soucieuse de restituer la plénitude de l'expérience (Maffesoli, 1995, 1996). Il se caractérise davantage par la liberté qu'il prend avec les normes d'une connaissance standard et par son aversion pour le modèle positiviste

de scientificité que par une remise en cause relativiste du projet de connaissance sociologique. À l'inverse, et c'est la quatrième forme repérée ci-dessus, certains phénomènes et certains problèmes mis en exergue par les courants postmodernistes peuvent être repris sans mobiliser la rhétorique de ces derniers, considérée bien plus comme un reflet de la condition postmoderne (*a mimetic representation*, Bauman 1988, p. 806) que comme sa théorisation sociologique. Celle-ci se fera alors selon d'autres voies, réinterrogeant la modernité et son projet sans lâcher pour autant les amarres la rattachant à la tradition sociologique (Balandier, 1988, 1994 ; Touraine, 1992).

En revanche, le relativisme épistémologique, au sens précis que nous lui avons donné ci-dessus, a pu trouver dans la « nouvelle sociologie de la science » une ressource d'autant plus forte qu'elle s'attaquait au cœur même de la citadelle rationaliste et n'hésitait pas à retourner contre elle ses propres armes : les quatre principes du programme fort de David Bloor (1976), qui ramènent toute élaboration conceptuelle à l'effet d'une causalité mécanique et toute supériorité d'une conception sur une autre à celui d'une variable déterminante, ne se limitent pas à établir un principe méthodologique de symétrie entre théories vraies et fausses ; ils suppriment simultanément toute différence pertinente du point de vue de la connaissance entre les deux termes. La dissymétrie entre le vrai et le faux ne découle plus, en dernière analyse, de la valeur scientifique des théories mais de la force du verdict social, répudiant impitoyablement les théories réputées fausses, à l'image du malheureux Pouchet, victime de sa controverse avec Pasteur (Farley et Geison, 1974 ; Latour, 1989). Bien plus, tant l'étude historique minutieuse des controverses ou des travaux scientifiques que la description méticuleuse du travail au jour le jour des chercheurs ne font qu'accroître la béance entre la science *telle qu'elle se fait* et telle qu'elle se dit, entre la réalité de son inscription concrète et l'idéalisation de sa représentation normative. La conception selon laquelle la validité d'un énoncé peut être réduite à la spécificité de ses conditions d'énonciation semble ainsi, grâce au programme fort et à ses surgeons, passer du statut de spéculation philosophique à celui de constat empirique. Celui-ci, par ailleurs, dans sa version non plus étroitement mécaniste, mais constructiviste (Latour, 1984), retrouve les séductions du style postmoderniste.

La critique du relativisme épistémologique est menée, dans la sociologie contemporaine, de divers points de vue. Il peut s'agir de rappeler, face à la diversité des attaques *antisience* dont elle est l'objet, que nombre de celles-ci résultent davantage d'une caricature que d'une appréciation juste de son activité (Collins, 1989). Une autre voie consiste à s'en prendre au fondement même de l'argument relativiste, c'est-à-dire à la réduction de la validité d'une proposition à son contexte d'énonciation. Celui-ci implique deux dénégations que le relativisme doit être à même de prouver : celle du caractère universel des principes logiques, et spécifiquement du principe de contradiction, « pierre de touche de l'intelligibilité comme telle » ; celle de la possibilité d'une translation réussie de la signification de concepts ou de systèmes de concepts (Archer, 1987, 1991). En s'appuyant sur des exemples tirés de l'anthropologie, Steven Lukes (1984) ou Margaret Archer arrivent à la conclusion qu'inversement l'universalité des principes logiques et la possibilité de la translation des significations d'un contexte à un autre sont des conditions d'exercice de la pensée. On peut également souligner le dilemme logique dans lequel s'engage le relativisme dont la position est-elle même soit universelle, ce qui le nie, soit relative, ce qui le nie tout autant (Berthelot, 1996) !

Dans une perspective davantage inscrite dans la tradition de la sociologie de la connaissance, Raymond Boudon rappelle que la science étant *à la fois* contextualisée *et* productrice de propositions universelles la vraie question est de savoir « pourquoi les partisans de chaque camp se persuadent d'une solution sans nuance (...) et pourquoi la solution sociologiste est aujourd'hui dominante (Boudon 1994, p. 32). Dans une sorte de renversement, symétrique à celui opéré par la nouvelle sociologie de la science vis-à-vis des pratiques scientifiques, il interroge les raisons de l'adhésion aux présupposés relativistes. Le mécanisme de l'adhésion renvoie à un modèle logique mis en évidence par Simmel, modèle consistant à tirer de prémisses vraies ou acceptables une conclusion fautive par l'intervention implicite d'énoncés non spécifiés. Ainsi du « trilemme de Münchhausen », mis en évidence par Hans Albert, qui pose qu'aucune proposition déductive ne peut être définitivement fondée, ce qui peut donner bien tant à une conclusion rationaliste de type poppérien qu'à une

conclusion relativiste. La différence tiendra à des critères *implicites*, qui, pour la position relativiste, seront en fait qu'une théorie ne peut être dite objective que si elle est définitivement fondée et que hors de ce cas, toute adhésion relève nécessairement d'une croyance (Boudon, 1995a, pp. 509-511). Le choix de cette conclusion relativiste plutôt que de la conclusion rationaliste tiendra, en dernière analyse, au contexte global, sceptique et nihiliste, qui la rend plus crédible (Boudon, 1995b).

Ainsi, les débats sur l'internationalisation et l'indigénisation, le rationalisme et le relativisme, associent l'un et l'autre des aspects épistémologiques et contextuels : la thèse de l'indigénisation trouve des points d'appui forts dans la critique de l'universalisme et du rationalisme épistémologique qui le fonde ; l'adhésion à une position relativiste, à l'inverse, tire paradoxalement argument et crédibilité du succès des sciences sociales elles-mêmes, de leur apport à la reconnaissance de la diversité culturelle et de la légitimité qu'elles confèrent aux revendications des groupes minoritaires ou dominés. On peut dès lors se demander si, en durcissant les positions, en les ramenant à des disjonctions strictes, la sociologie ne se soumet pas à la surdétermination de son espace épistémologique par des conflits extérieurs à elle. Plus précisément, n'accepte-t-elle pas ainsi une lecture bipolaire d'une réalité beaucoup plus complexe et nuancée où la question centrale n'est pas de jeter aux orties la visée première définie il y a un siècle mais de la repenser à la lumière des évolutions ultérieures ? C'est bien la voie que suivent, dans les débats précédents, un certain nombre d'auteurs, rejetant les oppositions terme à terme au profit d'un paradigme *pluraliste* (Oommen, 1988).

PLURALISME ET RATIONALISME

Le terme de pluralisme est parfois associé à celui de relativisme. Il peut effectivement en être ainsi quand le pluralisme exprime une revendication arguant de la relativité des points de vue pour en justifier la pluralité. En revanche, le terme peut également désigner la reconnaissance, à un niveau d'élaboration intermédiaire, celui des théories et des programmes, d'une pluralité de constructions, différentes dans leur orientation spécifique mais se réclamant d'une commune référence aux principes rationnels régissant l'activité de connaissance. Ce pluralisme est une des caractéristiques fondamentales des sciences sociales. Il est également un résultat de leur histoire, et aujourd'hui celles-ci doivent assumer la tâche d'en analyser les formes et d'en penser les fondements.

Cette question est à nouveau, pour la sociologie, relativement neuve. Elle déborde les grandes oppositions classiques entre positivisme ou sociologie compréhensive, individualisme ou holisme, qui peuvent apparaître comme des filets aux mailles trop larges laissant passer la spécificité d'approches significativement distinctes. Les développements, tout au long du siècle, d'écoles et de courants se cristallisant pour mieux se distinguer laissent voir une multiplication et un pullulement, que certains n'hésitent pas à analyser en termes de « sectes » (Gareau, 1985), et qui reposent d'une autre manière la question de la visée fondamentale de la sociologie. Si l'heure n'est plus aux combats fondateurs, si la sociologie est une discipline académique installée ayant dans le monde entier pignon sur rue, peut-on accorder quelque crédit à une science ainsi divisée et éclatée ? On sait ce que la référence à Kuhn et l'usage immodéré du terme de paradigme ont fait pour « clarifier » cette situation : si ce qui caractérise la science normale est l'unité paradigmatique, si deux paradigmes sont incommensurables, alors la sociologie, multipliant à l'envi les paradigmes, est, en quelque sorte, une sous-science au carré ! Vision à peine caricaturale, si l'on en croit Giovanni Busino, parlant de façon plus mesurée d'« une science infirme » (Busino, 1993) et stigmatisant une « communauté sociologique éclatée » (Busino, 1993, p. 10) ; vision qui pourrait tirer également argument de l'incapacité de la sociologie à donner un visage unifié d'elle-même, y compris dans ses meilleurs traités, contraints soit à assumer cette pluralité (Bottomore et Nisbet, 1978), soit à la réduire au profit d'une orientation particulière (Boudon, 1992), soit, enfin, à en postuler le rassemblement au sein d'une « matrice disciplinaire unique » (Wallace, 1988).

La nouveauté de ce défi est qu'il ne confronte plus le projet de scientificité de la sociologie à une pétition de principe, même étayée par la réflexion épistémologique la plus rigoureuse, comme ce fut le cas pour Durkheim ou Weber, mais à une évaluation de l'existant. La sociologie remplit-

elle son contrat ? Ses turbulences et ses affrontements de surface ne sont-ils que des épiphénomènes masquant de réelles avancées (Collins, 1989), ou d'insurmontables divisions compromettant irrémédiablement son projet fondamental ? La difficulté de répondre à ces questions est qu'en l'absence d'observateurs neutres, elle engage les auteurs comme juges et parties et que ceux-ci peuvent être tentés de limiter leur réflexion épistémologique à la justification de l'approche qu'ils promeuvent. À l'inverse, opérer ce diagnostic nécessite un changement de *système de pertinence* (Schutz, 1953) ou de niveaux argumentatifs (Habermas, 1972) : il implique le passage d'un métadiscours justificatif à un à un *métadiscours analytique*. Ce dernier se distingue très clairement d'un métadiscours de fondation, dont diverses manifestations sont aisément repérables dans la sociologie contemporaine chez des auteurs comme Giddens, Bourdieu, Freitag, Habermas, etc. Son objet n'est pas de produire le fondement théorique d'explications unitaires, résolvant les contradictions à l'œuvre dans la pensée sociologique¹, mais de soumettre cette dernière à l'analyse épistémologique de ses formes constitutives. La sociologie française récente manifeste un intérêt soutenu pour cet ordre de questions. Ses réponses engagent une vision et une évaluation contrastée mais renouvelée de la capacité de la sociologie à articuler pluralité des approches et scientificité de la visée.

Dans un texte écrit à l'occasion de la parution de l'ouvrage de Henri Mendras, *Comment devenir sociologue*, Raymond Boudon (1996) exprime son désaccord avec le nihilisme de la chaire qui parcourt le livre. Il y voit une autre expression du scepticisme contemporain déjà dénoncé antérieurement (Boudon, 1994, 1995a et 1995b). Il y oppose à l'inverse la thèse qu'« existe dans le magma des sciences sociales, une coulée scientifique, orientée vers la production d'un authentique savoir » (Boudon, 1996, p. 58). Cette coulée est caractérisée par des théories de divers niveaux (A, B, C) constituant une architecture conforme aux exigences de scientificité à l'œuvre dans toutes les disciplines. À l'échelon inférieur (A), une théorie est un ensemble propositionnel rendant compte d'une énigme : elle doit remplir le double critère de congruence de ses propositions empiriques avec tous les faits disponibles et d'acceptabilité de ses propositions non empiriques. Satisfont à cette exigence tant les théories classiques de la physique qu'un grand nombre de théories sociologiques se donnant pour objet de résoudre des énigmes socio-historiques ou sociologiques : pourquoi est-ce aux États-Unis, le pays le plus moderne, qu'à l'encontre de la thèse du désenchantement du monde se maintient le plus haut niveau de religiosité ? Pourquoi les peintres hollandais du XVII^e siècle peignaient-ils à profusion des natures mortes ? etc. (Boudon, 1996, p. 61). À un deuxième niveau (B) existent des théories expliquant des phénomènes hétéroclites. Un même modèle peut être appliqué à une série de phénomènes indépendants les uns des autres : ainsi le modèle d'Olson pour rendre compte de comportements paradoxaux ou celui des effets pervers pour rendre compte de conséquences non souhaitées. À un troisième niveau (C) enfin, plus proche de ce que l'on pourrait appeler un paradigme, se situent des théories d'un plus haut niveau d'abstraction susceptibles de s'appliquer à de multiples cas, comme la théorie de l'action rationnelle ou le fonctionnalisme. À l'intérieur même de ce domaine, il est possible de construire des théories plus englobantes encore, comme la théorie cognitiviste des bonnes raisons.

L'évaluation proposée par Raymond Boudon rejoint donc en son fond celle que l'on peut trouver chez les divers auteurs qui perpétuent la visée de scientificité de la sociologie. Elle a en outre le double intérêt de prendre la forme d'un bilan de l'existant et de penser la pluralité sous les auspices d'une hiérarchie de niveaux d'application.

Bien que d'inspiration différente, le travail de J. C. Passeron (1991, 1994) permet des comparaisons heureuses avec cette conception. La différence résulte d'une stricte lecture du poppériisme qui, excluant la sociologie du cadre de la falsifiabilité poppérienne, y rend très problématique toute entreprise de cumulativité. Le noyau de l'argumentation réside dans la différence établie par Popper

1. Ces dernières engendrent elles-mêmes, à côté d'œuvres de fondation, leurs propres débats. On en trouve, dans la littérature de ces dix dernières années, des échos nets, par exemple à propos des niveaux pertinents de l'explication sociologique et du rapport entre micro et macro (Coleman 1986, Sewell 1988) ou à propos des rapports entre acteurs et structures dans le débat qui court tout au long des numéros de la *Revue suisse de Sociologie* entre 1992 (vol. 18, n° 1) et 1994 (vol. 20, n° 2).

entre deux types d'universalité : l'universalité logique, où une proposition p est tenue pour vraie quelles que soient les variations des conditions spatiales et temporelles ; l'universalité numérique où une même proposition p n'est valable que dans un contexte spatio-temporel déterminé. Il résulte de cette distinction que seuls les énoncés de la première classe « correspondent aux exigences logiques de la mécanique falsificatrice » (Passeron 1991, p. 378) et que par définition les énoncés sociologiques appartiennent à la seconde classe. Tirant systématiquement les conséquences de cette situation, J. C. Passeron renouvelle la problématique de l'inscription de la sociologie dans les sciences historiques. Il n'en conclut pas, récusant « le dilemme stérile » du tout ou rien (Passeron, 1994, p. 78), à l'exclusion de la sociologie de tout espace de scientificité, mais à la constitution d'un espace de rationalité spécifique, extérieur aux critères poppériens, établissant les degrés de sévérité de ses modes de protocolarisation, sans jamais pouvoir prétendre à l'acmé logique du *modus tollens*². Cet espace de rationalité peut lui-même être décrit à deux niveaux : celui de la diversité des théories empiriques (T_2) ; celui de l'unicité des principes les constituant précisément comme des théories sociologiques. Ce second niveau « trans-empirique », (T_1), constitue un index, au sens où l'on peut parler en physique de l'index galiléen. Il n'est pas *théorie sociologique*, mais *théorie de la connaissance sociologique*. Il définit « le champ de formulation théorique » des T_2 et c'est à sa mise au jour qu'a été consacré l'effort épistémologique des fondateurs de la sociologie. Le problème dès lors est de définir pour la sociologie un référentiel T_1 suffisamment souple pour accepter la diversité des théories T_2 que l'histoire de la sociologie a multipliée, et suffisamment strict pour ne pas accepter comme théorie sociologique n'importe quelle construction. Les quatre principes que définit J.-C. Passeron peuvent être discutés³, notamment dans l'articulation entre le postulat de l'interprétation subjective de Weber-Schutz et le principe durkheimien de non-transparence. L'essentiel nous paraît ailleurs. Il réside dans l'affirmation que le cadre de scientificité de la sociologie ne peut être défini *a priori* mais qu'il ne peut résulter que d'une double analyse, analyse logique des modalités de la connaissance sociologique, analyse historique de ce qui en son sein est reconnu valoir comme science.

Différant sur le diagnostic du régime de scientificité de la sociologie (poppérien ou non-poppérien), Raymond Boudon et Jean-Claude Passeron sont en revanche proches dans leur vision d'une hiérarchie de niveaux, laquelle permet de subsumer la prolifération des théories sous l'unité de quelques grands paradigmes (théories C chez Boudon), eux-mêmes inscriptibles dans une méta-théorie globale (la T_1 de J.-C. Passeron).

Un problème cependant est laissé de côté par les deux analyses. Il concerne la pluralité même des approches et des cadres d'analyse dont usent les diverses théories. Celle-ci s'exprime dans les appellations que l'histoire des sciences anthroposociales multiplie dans une sorte de désordre permanent : fonctionnalisme, structuralisme, interactionnisme, constructivisme, etc. Pouvant être considérés comme des théories de niveau C dans l'analyse de Raymond Boudon, non prises spécifiquement en compte dans celle de Jean-Claude Passeron, on mesure l'importance de ces cadres d'analyse lorsque l'on se rend compte qu'ils sont non seulement relativement indépendants des théories conçues comme systèmes conceptuels et ensembles propositionnels, mais qu'ils sont susceptibles d'en induire des infléchissements et des lectures différents : ainsi le marxisme et la psychanalyse, deux « armatures conceptuelles » (Valade, 1996, p. 435) dominantes du XX^e siècle, ont-ils pu être ainsi interprétés d'un point de vue tour à tour mécaniste, fonctionnaliste, herméneutique, structuraliste, voire actionniste sans qu'en soient modifiés les termes. Or, désignant à chaque fois des programmes ou des ensembles de programmes d'analyse, ces termes tendent à définir des approches *incommensurables* les unes aux autres par la logique même d'une exposition où leur objectif premier est de fonder leur pertinence en se distinguant. Nous avons, à l'inverse, mené la

2. Le *modus tollens*, c'est-à-dire la loi logique selon laquelle de $p \text{ @ } q$, seule l'inférence $\neg q \text{ @ } \neg p$ est vraie, est le noyau de la thèse poppérienne du pouvoir exclusivement réfutatif de l'expérience.

3. Principes, énoncés dès *Le Métier de sociologue*, de construction de l'objet, de non-transparence, d'explication du social par le social, auquel est ajouté un principe de « pauvreté du pouvoir d'organisation synthétique propre à toute théorie sociologique » BOURDIEU, CHAMBOREDON et PASSERON, (1994, p. 115).

tentative d'une déconstruction logique des diverses approches significatives en sociologie (Berthelot, 1990). Celle-ci, prenant pour fil directeur le modèle d'intelligibilité promu par chaque approche, a abouti à la construction d'une table logique de six schèmes, dotée des propriétés suivantes : spécificité logique de chaque schème identifiable à une forme logique déterminée ; passage possible d'un schème à l'autre par un jeu de traductions et de neutralisations invalidant la thèse de l'incommensurabilité ; spécification de chaque schème dans des programmes particuliers ayant le même noyau d'intelligibilité fondamental mais se séparant sur des axiomes auxiliaires ; inscription, enfin, de ces diverses approches dans un espace commun mais bidimensionnel de la preuve, privilégiant à un pôle la pertinence sémantique et à l'autre la mise à l'épreuve empirique.

Ce type d'analyse peut tout à fait être mis en congruence avec ceux présentés auparavant par Raymond Boudon et Jean-Claude Passeron : les deux critères weberiens de l'adéquation causale et de l'adéquation significative (Weber, 1904-1917, 1922) définissent une théorie scientifique pour Raymond Boudon, peuvent être inscrits, avec une nuance pour le second, dans la T_1 de Jean Claude Passeron, bornent enfin l'espace de la preuve dans le troisième cas. L'articulation, au sein des T_2 de Jean-Claude Passeron, des divers niveaux dégagés par Raymond Boudon est parallèle au jeu des schèmes et de leur spécification en programmes dans la troisième analyse. Cette congruence, par-delà les différences qui séparent les auteurs, permet de répondre à la question initiale : le pluralisme *de fait* que révèle la sociologie ne s'oppose pas à ses prétentions initiales à la scientificité. Il pose en revanche trois problèmes : celui du dégagement des diverses approches de leur gangue langagière et de leur rhétorique d'exposition qui trop souvent tendent à transformer leur discours en machines de guerre ; celui de la détermination des critères permettant, pour diverses théories relevant d'approches différentes, d'opérer une confrontation réglée aboutissant à une sorte de balance cognitive relevant les apports et les failles de chacune et incitant à les dépasser ; celui, enfin, de la détermination du mode de scientificité propre à la sociologie : sur ce point la référence poppérienne établit une ligne de clivage déterminante entre deux appréhensions du rationalisme.

Ces trois questions peuvent se résumer en une seule que l'heure des bilans rend d'autant plus actuelle : De quelle cumulativité est capable la sociologie ? À cette question, il nous paraît que la réponse exige un argument non seulement logique mais historique.

LA DIALECTIQUE DE LA PLURALISATION ET DE LA RÉDUCTION

Les tentatives pour ramener la diversité des constructions sociologiques à une organisation logique sous-jacente, qu'il s'agisse de théories, de « paradigmes », de schèmes d'analyse ou de programmes, se heurtent souvent au scepticisme plus ou moins marqué de la communauté sociologique. Celle-ci semble toujours en quête de nouveaux points de vue pertinents et toujours prête à l'imputer à l'entreprise de rationalisation des intentions et des effets normalisateurs. L'étiquette d'*anarchisme épistémologique* donné par Feyerabend à ses positions indique assez combien l'assimilation d'une réduction analytique à une imposition arbitraire peut être aisément faite. Le débat entre internationalisation et indigénisation, quelque fondé qu'il soit par ailleurs, est également une manifestation de ce mécanisme. Or la réduction analytique s'inscrit dans une véritable dialectique historique où la prolifération de nouvelles approches, associées à la rencontre d'énigmes ou de problèmes nouveaux, engendre en retour des processus de décantation et de filtrage auxquels succèdent de nouvelles floraisons et un nouvel éclatement. Le jeu de fertilisation réciproque entre théories A, B, C évoqué par Raymond Boudon est, simultanément, un jeu de décantation historique. Nous avançons la thèse que l'étude de ce processus, mobilisant de façon positive l'histoire et la sociologie de la science, peut concourir de façon décisive à la détermination du régime de scientificité de la discipline et éclairer les modalités d'une cumulativité qui ne peut être du même type que celle à l'œuvre dans les sciences de la nature.

La mémoire des disciplines s'exerce différemment selon qu'elles sont constituées ou non de théories mathématisées. Dans le cas des sciences physiques, à fortiori des mathématiques, le passé s'inscrit dans le présent sous forme de *traduction* : à chaque scansion de la discipline, le langage le

plus contemporain récupère et épure les résultats antérieurs en les inscrivant dans une systématité à la fois plus large et plus aiguë. Le passé disciplinaire, non dans la spécificité de son historicité — le contexte de production du résultat —, mais dans l'universalité dialectique — parce que sans cesse remise sur le métier — des contenus rationnels élaborés, est toujours à l'œuvre dans le présent. Il est inscrit dans le langage, les procédés de calculs, les instruments d'expérience. Il est incorporé dans l'horizon de travail actuel de chacun. Il en va très différemment dans les sciences humaines. La langue naturelle dont elles usent interdit que dans l'usage de tel ou tel concept se lisent immédiatement les strates successives de son élaboration historique. Celles-ci ne résultent pas d'une lente épuration, d'une « percolation » (Serres, 1993), comme en mathématiques, mais du jeu indéfini des dénnotations et des connotations. La mémoire disciplinaire s'exerce alors non plus de manière immédiate et incorporée, mais de façon disjointe, par rappels et références. C'est exemplairement le cas de la sociologie, dont on peut montrer qu'à la différence de l'anthropologie, de l'histoire ou de l'économie, elle est la moins soumise à des contraintes textuelles fortes (Berthelot, 1996). Accumulation récurrente et rituelle de retours dispersés et parfois intéressés au passé, dans un souci de légitimation plutôt que d'analyse, ainsi semble fonctionner la mémoire sociologique, qu'il importe au plus haut point de distinguer de l'histoire de la sociologie.

Ce fonctionnement de la mémoire peut lui aussi concourir à une dévalorisation radicale de la sociologie. Les positivistes stricts y verront la marque incontestable de l'incohérence épistémique de la discipline. Les relativistes auront beau jeu d'arguer de cette multiplicité irréductible des points de vue et des références ; les plus ironiques remarqueront même que toute « indigénisation » constitue une sorte de relativisme au carré, par le croisement de références locales à des références internationales elles-mêmes sélectionnées selon le jeu des aires d'influence linguistiques. La « coulée scientifique » évoquée par Raymond Boudon pour réfuter le scepticisme ambiant pourra dès lors paraître bien étroite et fragile.

Or, à l'inverse, si le fonctionnement au jour le jour, dans le travail courant des sociologues, de la mémoire disciplinaire peut sembler apporter de l'eau au moulin relativiste, la mise en œuvre d'une histoire rationnelle de la discipline le récuse aussi fortement que l'analyse logique évoquée dans la partie précédente.

L'histoire des disciplines a la vertu de constituer leur mémoire comme un mixte irréductible de préservation et d'idéalisation du passé. Elle a par ailleurs l'avantage décisif de réduire l'écart entre les diverses sciences, de mettre en évidence des mécanismes communs dans leur constitution, de suggérer des rapprochements inédits. Ainsi, si les sciences mathématisées et les mathématiques elles-mêmes peuvent suggérer, par la vertu de leur processus d'incorporation et de réécriture permanent, l'idée d'un développement linéaire, même brisé par les sauts que constituent les changements d'épistémologie (Bachelard, 1934) ou de paradigmes (Kuhn, 1962), leur histoire, à l'inverse, révèle la texture épaisse de continuités et de discontinuités, de récurrences et de réversions, de complexifications et d'épurations par lesquels se construit, en tout cas en géométrie, un universel (Serres, 1993).

La sociologie est susceptible du même éclairage par l'histoire. Celle-ci permet à la fois de complexifier chaque moment, d'en révéler les déterminants multiples, sociaux, culturels, politiques, scientifiques, institutionnels, biographiques même (Fournier, 1994) et de saisir des filiations en profondeur, l'épuration progressive de grandes tendances explicatives ou de grands points de vue d'analyse. On peut ainsi, cent ans après les *Règles de la méthode sociologique*, faire le bilan d'une réception contrastée du texte (Borlandi et Muchielli, 1996 ; Cuin, 1997) et repérer à travers les conjonctures successives de sa lecture le dégagement de la gangue langagière de la fin du siècle dernier du programme causaliste et expérimentaliste en sociologie (Berthelot, 1995). Trois mécanismes liés, caractéristiques de la constitution de la sociologie comme science dans la durée, peuvent à notre sens être ainsi identifiés :

- le premier est un mécanisme de prolifération — réduction : chaque conjoncture de l'histoire de la sociologie apparaît toujours, à la lecture historique, d'une complexité infiniment plus grande que ce dont la mémoire de la discipline avait conservé la trace. Le groupe de l'*Année sociologi-*

que n'est pas une section d'anciens normaliens aux ordres du maître. Elle rassemble un complexe d'individualités différentes, certes inscrites dans des réseaux de proximité et d'échange (Besnard, 1979), mais où l'adhésion à un projet collectif passe par la complexité singulière des convictions et l'échange réitéré des arguments (Vogt, 1979 ; Berthelot, 1995). Si la sociologie allemande naissante eut du mal à se constituer comme discipline autonome du fait de ses racines intellectuelles, elle sut rapidement, grâce à la fondation de la *Deutsche Gesellschaft für Soziologie* en 1909 et à l'institution régulière des *Soziologentagen* constituer un milieu d'échanges particulièrement riche et diversifié (Käsler, 1984). Le conflit entre les « qualitatistes » de l'école de Chicago et les « opérationalistes » de l'école de Columbia, qui, entre les deux guerres, mit en crise l'*American Association of Sociology*, fut loin d'opposer frontalement deux départements figés dans leur antagonisme. L'école de Chicago manifesta, au contraire, tant institutionnellement que scientifiquement, un souci permanent d'ouverture à la diversité des méthodes (Bulmer, 1984). De même les connexions entre cadre théorique et technique d'enquête, souvent ramenées de façon hâtive à une sorte d'implication logique, se révèlent sur le terrain historique d'une bien plus grande complexité, comme le montre Jennifer Platt pour le fonctionnalisme et l'enquête standard (1986). Face à cette multiplicité des visages que la sociologie à chaque fois présente, il est dès lors possible de comprendre le rôle de *réduction analytique* des différences qu'ont pu représenter les diverses grandes œuvres théoriques ou programmatiques qui émaillent son histoire. On peut tenir la thèse que celles-ci occupent, structurellement, la même place que les œuvres équivalentes dans les disciplines des sciences de la nature. Leur effet est cependant différent. Alors que dans ces dernières, elles définissent un palier nouveau d'abstraction et de recomposition linguistique, en sociologie, elles ne constituent qu'un moment de fixation et de cristallisation dans un processus ininterrompu de différenciation ;

- le mécanisme de prolifération — réduction, quelle que soit la force des œuvres qui à un moment du développement de la discipline entendent le canaliser et le contrôler, apparaît toujours simultanément comme un mécanisme de réduction — prolifération : la délimitation provisoire de ce qui peut valoir, non comme théorie princeps, mais comme paradigme au sens où l'entend Raymond Boudon dans sa typologie, n'aboutit pas seulement à préciser et à fonder les cadres d'analyse d'un programme existant antérieurement à l'état dispersé. Elle en rend possible simultanément la contestation en mettant à nu les postulats qui le fondent. Si, à la suite de Lakatos, on considère que les grandes voies de l'analyse sociologique constitue des programmes et si à la suite de ce qui a été rappelé ci-dessus, on renvoie ceux-ci à de grands schèmes d'analyse, alors le jeu de protection d'un programme par le glacié d'hypothèses auxiliaires est d'autant moins efficace en sociologie que le verdict de l'expérience y est plus ambigu. Une œuvre forte fixe et épure un programme. Elle ne réduit pas la diversité programmatique, mais déplace la scène de la confrontation. On peut en trouver un exemple récent dans le débat Coleman-Sewell sur les rapports entre les niveaux micro et macro dans l'explication sociologique (Coleman, 1986, 1988 ; Sewell, 1988) ;
- cette persistance de la pluralité, inscrite dans une véritable dialectique de la pluralisation et de la réduction, peut à nouveau donner du grain à moudre au relativisme si l'on se contente d'en établir le constat ou d'en dresser l'inventaire. Nous soutiendrons en revanche qu'elle manifeste en profondeur un mécanisme de *décantation* en longue durée du noyau rationnel des diverses approches sociologiques, homologue au mécanisme de filtrage et de percolation dont parle par Michel Serres pour la géométrie. À travers la diversité des occurrences singulières et la multiplication des terrains d'analyse, derrière les oppositions entre un universalisme toujours provisoire et des situations inscrites dans la singularité d'une histoire et d'une culture, se donnent à voir progressivement des articulations et des codifications conceptuelles en deçà desquelles il n'est plus possible de revenir : de l'organicisme proliférant du XIX^e siècle au paradigme fonctionnel dégagé par Merton, du causalisme encore entaché de métaphysique de Durkheim aux

modèles de l'analyse causale moderne, de l'individualisme méthodologique du début du siècle à sa thématization chez Coleman ou Boudon, se réalise un véritable progrès de connaissance.

Certes, celui-ci n'a pas l'ampleur des grandes réussites scientifiques mythiques. Mais ne suffit-il pas à prouver qu'un siècle après, la sociologie a tenu au moins en son fond son contrat : construire un projet de scientificité en longue durée à l'épreuve du réel ?

CONCLUSION

Cette construction est enfin une mise à l'épreuve de la scientificité elle-même. Les diverses discussions dont nous nous sommes fait l'écho sont parfois marquées par le primat d'un extrémisme disjonctif prompt à récuser la validité d'une construction ou d'une proposition au nom d'un principe implicite du tout ou rien (Boudon, 1995a). Ce principe peut, dans le cas de certaines revendications identitaires, être de bonne guerre et se justifier. On est alors dans l'ordre du débat politique, non dans celui de l'évaluation épistémologique. Celle-ci est à la fois plus rigoureuse et plus nuancée. Elle demande que soit cerné le régime de connaissance propre à une discipline et que soit comprise la dialectique historique de la constitution du rationnel en son sein. Pas plus que les travaux fondamentaux en l'histoire des sciences de Koyré, de Bachelard, de Blanché ou de Holton n'ont invalidé la nature des connaissances de la physique classique en révélant leur arrière-fond métaphysique ou symbolique, le pluralisme récurrent de la sociologie n'est un argument pour quelque relativisme que ce soit. Il demande à l'inverse à être décrit et analysé tant par les moyens de l'investigation historique que de l'analyse logique afin que soit mis en évidence le régime de scientificité de la sociologie. L'opposition entre poppérisme et non-poppérisme, pour argumentée qu'elle soit, ne nous semble pas même pertinente dans la mesure où elle postule que le poppérisme strict constitue une description satisfaisante de l'activité des sciences de la nature, ce qui est loin de faire l'unanimité (Lakatos, 1970 ; Robert, 1993). À l'inverse, concevoir la sociologie comme un effort de description raisonné du monde social, de résolution d'énigmes, d'élucidation de mécanismes constitutifs, de mise à l'épreuve de schèmes interprétatifs permet de définir un vecteur épistémologique commun, irréductible sans doute à une unification théorique, mais suffisant pour circonscrire un espace de problématisation partagé. Approfondir cet espace par l'épuration et la comparaison réglée des grands programmes de la sociologie, favoriser des modes de cumulativité critique procédant non par simple addition ou intégration mais par indexation claire des résultats à des référentiels confrontables constituent sans doute l'une des tâches communes que cent ans de sociologie lèguent à ceux qui, aujourd'hui, continuent de se réclamer de sa visée initiale.

Jean Michel BERTHELOT
 Université de Paris V (Sorbonne)
 U.F.R. de sciences sociales
 12, rue Cujas
 F-75005 Paris, France

RÉSUMÉ

Un siècle après sa fondation, comment la sociologie pense-t-elle son programme épistémique fondamental ? Cette question peut sembler démesurée. Elle est à la fois légitime et urgente. Légitime, parce que la réflexion sur le statut épistémologique de la sociologie accompagne la discipline depuis son origine ; urgente, parce que le relativisme et le scepticisme contemporains en exacerbent les enjeux. Cet article s'efforce de saisir comment, dans les dix dernières années, ce défi a pu être relevé par la sociologie. Il suit les voies du débat sur l'internationalisation et l'indigénisation, le relativisme et le rationalisme, et met en évidence, dans les travaux épistémologiques contemporains, une ligne nouvelle conjuguant pluralisme et rationalisme. Loin de toute visée normative, celle-ci s'attache à saisir la discipline non telle qu'elle se rêve, mais telle qu'elle se dégage de son processus de construction historique.

SUMMARY

A century after its foundation, how does sociology elaborate its fundamental epistemological programme? Although this question might seem ambitious, it is both legitimate and urgent. Legitimate, because reflections on the epistemological status of sociology have been undertaken throughout its history; urgent, because contemporary relativism and scepticism have tended to exacerbate the issues. This article attempts to understand how sociology has addressed this challenge in the past ten years. Beginning with an examination of the debates which have opposed the international and the indigenous, relativism and rationalism, the article then explores the potential of some contemporary epistemological work which brings together pluralism and rationalism. Far from any normative-type orientation, this latter work enables an understanding of the discipline not in any idealised form, but rather as it has emerged from its process of historical construction.

RESUMEN

Un siglo después de su fundación, cómo piensa la sociología su programa epistemológico fundamental ? Esta pregunta puede parecer desmesurada. Ella es al mismo tiempo legítima y urgente. Legítima, porque la reflexión sobre el estatuto epistemológico de la sociología acompaña la disciplina desde su origen ; urgente, porque el relativismo y el escepticismo contemporáneos excaban las cuestiones cruciales actuales. Este artículo se esfuerza por comprender de que manera, en los diez últimos años, este desafío pudo ser encarado por la sociología. Él sigue las vías del debate sobre la internacionalización y la « indigenización », el relativismo y el racionalismo, y pone en evidencia, en los trabajos epistemológicos contemporáneos, una nueva línea que conjuga pluralismo y racionalismo. Lejos de toda intención normativa, ésta se concentra en la comprensión de la disciplina, no tanto como ella se sueña, sino como ella se desprende de son proceso de construcción histórica.

BIBLIOGRAPHIE

- ADORNO, W. et K. POPPER (1969), *Der Positivismusstreit in der deutsche Soziologie*, Darmstadt et Neuwied, Herman Luchterhand Verlag, trad. 1979, *De Vienne à Francfort, la querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles, Éditions Complexe.
- AKIWOWO, A. (1988), « Universalism and Indigenisation in Sociological Theory : Introduction », *International Sociology*, vol. 3, n° 2, pp. 155-160.
- ALEXANDER, C. J. (1995), « How "National" is Social Theory ? », *Revue suisse de sociologie*, vol. 21, n° 3, pp. 541-546.
- ARCHER, M. (1987), « Revisiting The Revival of Relativism », *International Sociology*, vol. 2, n° 3, pp. 235-250.
- ARCHER, M. (1991), « Sociology for One World : Unity and Diversity », *International Sociology*, vol. 6, n° 2, pp. 131-148.
- BACHELARD, G. (1934), *Le Nouvel Esprit scientifique*, Paris, Alcan.
- BALANDIER, G. (1988), *Le Désordre. Éloge du mouvement*, Paris, Fayard.
- BALANDIER, G. (1994), *Le Dédale. Pour en finir avec le XX^e siècle*, Paris, Fayard.
- BAUMAN, Z. (1988), « Sociology and postmodernity », *The Sociological Review*, vol. 36, n° 4, pp. 790-813.
- BERTHELOT, J. M. (1990), *L'Intelligence du social*, Paris, PUF.
- BERTHELOT, J. M. (1991), *La Construction de la sociologie*, Paris, PUF.
- BERTHELOT, J. M. (1995), *1895, Durkheim, l'avènement de la sociologie scientifique*, Toulouse, PUM.
- BERTHELOT, J. M. (1996), *Les Vertus de l'incertitude*, Paris, PUF.
- BESNARD, P. (1979), « La formation de l'équipe de l'Année sociologique », *Revue française de sociologie*, vol. XX, n° 1, pp. 7-31.
- BLOOR, D. (1976), *Knowledge and Social Imagery*, Londres, Routledge ; trad. 1982, *Sociologie de la logique*, Paris, Pandora.
- BORLANDI, M. et L. MÚCHIELLI (dir.) (1996), *La Sociologie et sa méthode. Les Règles de Durkheim un siècle après*, Paris, L'Harmattan.
- BOTTOMORE, T. et R. NISBET (1978), *A History of Sociological Analysis*, Heineman, Londres.
- BOUDON, R. (dir.) (1992), *Traité de sociologie*, Paris, PUF.
- BOUDON, R. (1994), « Les deux sociologies de la connaissance scientifique », in R. Boudon et M. Clavelin (dir), *Le relativisme est-il résistible ?*, Paris, PUF, pp. 17-41.
- BOUDON, R. (1995a), « Sur quelques aspects du relativisme contemporain », in R. Boudon, *Le Juste et le vrai*, Paris, Fayard, pp. 499-524.
- BOUDON, R. (1995b), « Valeurs universelles et relativisme culturel », *Planète incertaine*, 35^e Rencontres internationales de Genève, La Baconnière, pp. 240-277.
- BOUDON, R. (1996), « Pourquoi devenir sociologue ? », *Revue française de science politique*, vol. 46, n° 1, pp. 52-79.
- BOURDIEU, P., J. C. CHAMBOREDON et J.-C. PASSERON (1970), *Le Métier de sociologue*, Paris-La Haye, éd. Mouton.
- BULMER, M. (1984), *The Chicago School of Sociology*, Chicago, The University of Chicago Press.
- BUSINO, G. (1993), *Critiques du savoir sociologique*, Paris, PUF.
- COLEMAN, J. S. (1986), « Social Theory, Social Research and a Theory of Action », *American Journal of Sociology*, vol. 91, n° 6, pp. 1309-1335.
- COLEMAN, J. S. (1988), « Actors and Actions in Social History and Social Theory : Reply to Sewell », *American Journal of Sociology*, vol. 93, n° 1, pp. 172-175.
- COLLINS, R. (1986), « Is 1980s Sociology in the Doldrums ? », *American Journal of Sociology*, vol. 91, n° 6, pp. 1336-1355.
- COLLINS, R. (1989), « Sociology : Proscience or Antiscience ? », *American Sociological Review*, vol. 54, n° 1, pp. 124-139.

- CUIN, C.-H. (dir.) (1997), *Durkheim d'un siècle à l'autre. Lectures actuelles des Règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF.
- DURKHEIM, É. (1981), *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF (20^e éd.).
- DURKHEIM, É. et M. MAUSS (1903), « De quelques formes primitives de classification », *L'Année sociologique*, vol. 6, pp. 1-72.
- DURKHEIM, É. (1985), *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF (7^e éd.).
- FARLEY, J. et G. L. GEISON (1974), « Science, Politics, and Spontaneous Generation in 19th Century France : the Pasteur-Pouchet Debate », *Bulletin of the History of Medicine*, vol. 48, pp. 161-198 ; trad. 1991 in M. Callon et B. Latour (dir.), *La Science telle qu'elle se fait*, Paris, éd. Découverte, pp. 87-146.
- FOURNIER, M. (1994), *Marcel Mauss*, Paris, Fayard.
- FREITAG, M. (1986), *Dialectique et société*, Montréal, Éditions Saint-Martin.
- GAREAU, F. H. (1985), « The Multinational Version of Social Science with Emphasis upon the Discipline of Sociology », *Current Sociology*, vol. 33, n^o 3, 165 p.
- GAREAU, F. H. (1988), « Another Type of Third World Dependency : The Social Science », *International Sociology*, vol. 3, n^o 2, pp. 171-178.
- GENOV, N. (1991), « Internationalisation of Sociology : The Unfinished Agenda », *Current Sociology*, vol. 39, n^o 1, pp. 1-20.
- GURVITCH, G. et W. E. MOORE (1945), *Twentieth Century Sociology*, New York ; Philosophical Library, trad. 1947, *La Sociologie au XX^e siècle*, Paris, PUF.
- HABERMAS, J. (1972), « Wahrheitstheorien », *Vorstudien und Ergänzungen zur Theorie des kommunikativen Handelns*, Francfort, Suhrkamp Verlag ; trad. 1987, « Théories relatives à la vérité », *Logique des sciences sociales et autres essais*, Paris, PUF, pp. 275-328.
- HABERMAS, J. (1981), *Theorie des kommunikativen Handelns*, Francfort ; Suhrkamp Verlag, trad. 1987, *L'Agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- HEMPEL, C. G. (1963), « Typical Methods in the Social Sciences », M. Natanson (dir.), *Philosophy of The Social Science*, Random House, New York, pp. 210-230.
- HOLLIS, M. et S. LUKES (dir.) (1984), *Rationality and Relativism*, Cambridge, Massachusetts, The MIT Press, (2^e éd.).
- KÄSLER, D. (1984), *Die frühe deutsche Soziologie, 1909-1934, und ihre Entstehungs-Milieus*, Düsseldorf, Westdeutscher Verlag.
- KUHN, T. (1962), *The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, The University of Chicago Press ; trad. 1983, Paris, Flammarion.
- LAKATOS, I. (1970), « Falsification and the Methodology of Scientific Research Programmes », I. Lakatos et A. Musgrave (dir.), *Criticism and the Growth of Knowledge*, Cambridge ; trad. 1994, *Histoire et méthodologie des sciences*, Paris, PUF.
- LATOUR, B. (1984), *Les Microbes : guerre et paix*, Paris, A.M. Métailié.
- LATOUR, B. (1989), « Pasteur et Pouchet, hétérogénéité de l'histoire des sciences », M. Serres (dir.), *Éléments d'histoire des sciences*, Paris, Bordas, pp. 423-445.
- LEVINE, D. N. (1996), « On The National Question in Sociology », *Revue suisse de Sociologie*, vol. 22, n^o 1, pp. 13-17.
- LOUBSER, J. J. (1988), « The Need for the Indigenisation of Social Science », *International Sociology*, vol. 3, n^o 2, pp. 179-188.
- LUKES, S. (1984), « Relativism in its Place », in M. Hollis et S. Lukes (dir.), *Rationality and Relativism*, Cambridge, Massachusetts, The MIT Press (2^e éd.), pp. 261-310.
- MAFFESOLI, M. (1995), *La Connaissance ordinaire*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- MAFFESOLI, M. (1996), *Éloge de la raison sensible*, Paris, Fayard.
- MERTON, R. K. (1945), « The Sociology of Knowledge », in G. Gurvitch et W. E. Moore, *Twentieth Century Sociology*, New York ; Philosophical Library, trad. 1947, *La Sociologie au XX^e siècle*, Paris, PUF, pp. 377-415.
- MÜNCH, R. (1995), « Geopolitics in the Guise of Universalistic Rethoric », *Revue suisse de sociologie*, vol. 21, n^o 3, pp. 547-555.
- NAGEL, E. (1963), « Problems of Concept and Theory Formation in the Social Sciences », in M. Natanson (dir.), *Philosophy of The Social science*, Random House, New York, pp. 189-209.
- OOMMEN, T. K. (1988), « The Nature of Sociological Research and Practice Worldwide : A Perspective from India », *International Sociology*, vol. 3, n^o 3, pp. 309-312.
- PARK, P. (1988), « Toward an Emancipatory Sociology : Abandoning Universalism for True Indigenisation », *International Sociology*, vol. 3, n^o 2, pp. 161-170.
- PASSERON, J.-C. (1991), *Le Raisonnement sociologique*, Paris, Fayard.
- PASSERON, J.-C. (1994), « De la pluralité théorique en sociologie », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XXXII, n^o 90, pp. 71-116.
- PLATT, J. (1986), « Functionalism and the Survey : The Relation of Theory and Method », *The Sociological Review*, vol. 34, n^o 3, pp. 501-536.
- ROBERT, S. (1993), *Les Mécanismes de la découverte scientifique*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- ROSENAU, P. M. (1992), *Post-modernism and the Social Sciences*, Princeton, Princeton University Press.
- SANDA, M. A. (1988), « In Defence of Indigenisation in Sociological Theories », *International Sociology*, vol. 3, n^o 2, pp. 189-200.
- SCHUTZ, A. (1953), « Common-sense and Scientific Interpretation of Human Action », *Philosophy and Phenomenological Research*, vol. 14, n^o 1, pp. 1-37 ; trad. 1987 in A. Schutz, *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens Klincksieck, pp. 7-63.

- SCHUTZ, A. (1963), « Concept and Theory Formation in The Social Science », in M. Natanson (dir.), *Philosophy of The Social science*, Random House, New York, pp. 230-249, trad. 1987 in A. Schutz, *Le Chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens Klincksieck, pp. 65-88.
- SEIDMAN, S. et D. G. WAGNER (1992), *Postmodernism and Social Theory*, Cambridge, Mass., et Oxford, Blackwell.
- SERRES, M. (1993), *Les Origines de la géométrie*, Paris, Flammarion.
- SEWELL, W. H. Jr. (1988), « Theory of Action, Dialectic and History : Comment on Coleman », *American Journal of Sociology*, vol. 93, n° 1, pp. 166-171.
- SMART, B. (1994), « Sociology, Globalisation and Postmodernity : Comment on the “ Sociology for one World” », Thesis », *International Sociology*, vol. 9, n° 2, pp. 149-160.
- SMELSER, N. J. (1991), « Problematics in The Internationalisation of Social Science Knowledge », *Current Sociology*, vol. 39, n° 1, pp. 21-46.
- SZTOMPKA, P. (1988), « Conceptual Frameworks in Comparative Inquiry : Divergent or Convergent ? », *International Sociology*, vol. 3, n° 3, pp. 207-218.
- TIRYAKIAN, E. A. (1986), « Sociology's Great Leap Forward : The Challenge of Internationalisation », *International Sociology*, vol. 1, n° 2, pp. 155-171.
- TOURAINÉ, A. (1992), *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.
- TURNER, B. S. (1996), « Sociological Theory in the Tension between Globalisation and Localisation », *Revue suisse de sociologie*, vol. 22, n° 1, pp. 19-23.
- VALADE, B. (1996), *Introduction aux sciences sociales*, Paris, PUF.
- VOGT, W. P. (1979), « Un durkheimien ambivalent : Celestin Bouglé, 1870-1940 », *Revue française de sociologie*, vol. XX, n° 1, pp. 123-140.
- WALLACE, W. L. (1988), « Toward a Disciplinary Matrix in Sociology », in N. J. Smelser (dir.) *Handbook of Sociology*, Londres, Sage Publications, pp. 23-75.
- WEBER, M. (1904-1917), *Gesammelte Aufsätze zur Wissenschaftslehre* ; trad. 1965, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon.
- WEBER, M. (1905), *Die protestantische Ethik und des « Geist » des Kapitalismus* ; trad. 1967, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon.
- WEBER, M. (1922), *Wirtschaft und Gesellschaft* ; trad. 1971, *Économie et société*, Paris, Plon.